



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

-----  
Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

# *ANNEXE 11*

## **PROJET PROCÈS-VERBAL DE MISE À DISPOSITION DES BIENS DE LA VILLE DE MORNE-À-L'EAU POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT**

(établi en application de l'article L.1321-1 du code général des collectivités territoriales)

# **PROJET**

## Entre les soussignés

La **Ville de Morne-à-l'Eau**, sis hôtel de ville, Place Gerty Archimède 97111 MORNE-A-L'EAU, désignée ci-après par la « collectivité antérieurement compétente », représenté par son Maire, Monsieur Jean-Claude LOMBION, autorisé aux fins des présentes par délibération du conseil municipal **en date du 25 septembre 2015** ;

D'une part,

## Et

La **Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre** (ci-après CANGT), sise BP 05, rue Gambetta PORT-LOUIS, désignée ci-après par la « collectivité bénéficiaire », représentée par sa Présidente, Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN, autorisé aux fins des présentes par délibération du conseil communautaire n°.....**en date du 25 septembre 2015** ;

D'autre part,

## Expose

La compétence «Assainissement» a été confiée à la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre par ses communes membres et entérinées dans ses statuts par arrêté n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013.

La CANGT doit donc exercer l'intégralité des fonctions qui composent le service assainissement au sens de l'article L.2224-8 du CGCT.

Par assainissement, il faut distinguer :

- Assainissement collectif des eaux usées (raccordements, collecte et transport des eaux usées, traitement en stations d'épuration...) ;
- Assainissement non collectif des eaux usées (contrôles de l'assainissement autonome...) ;
- Délimitation des zones d'assainissement collectif et de celles relevant de l'assainissement non collectif ;
- Eaux pluviales : maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales et de la pollution apportée au milieu par leur rejet

La CANGT se substitue donc à la Ville de Morne-à-l'Eau, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, et exerce donc de plein droit la compétence « Assainissement » ;

Or, afin de garantir la continuité du service public d'assainissement, la CANGT et la ville de Morne-à-l'Eau avait signées une convention de gestion en date du 1<sup>er</sup> mars 2014, dont la fin a été entérinée par délibération du 27 février 2015, au 1<sup>er</sup> mars 2015, ce qui entraîne la mise à disposition des biens, droits et obligations nécessaires à l'exercice des compétences transférées dans les conditions fixées par le CGCT.

Le présent Procès-verbal présente la consistance des biens meubles et immeubles, leur situation juridique et leur état, à mettre à la disposition de la CANGT et nécessaire au service public de l'assainissement sur la commune de Morne-à-l'Eau.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales en particulier l'article L.5211-5 relatifs aux compétences des EPCI et aux modalités de transfert d'une compétence à un EPCI ;

**Vu** les articles L.1321-1 les deux premiers alinéas et L.1321-2 à L.1321-5 fixant les modalités de mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences ;

**Vu** l'arrêté n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension du périmètre et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre (CCNGT) en communauté d'Agglomération ;

**Vu** la convention de gestion du 1<sup>er</sup> mars 2014, conclue entre la CANGT et la Ville de Morne-à-l'Eau, pour les services « assainissement collectif et non collectif » ;

**Vu** la délibération du conseil communautaire n°COM 2015-02-02/17 du 27 février 2015, portant fin de la convention de gestion signée entre la CANGT et la Ville de Morne-à-l'Eau.

**Considérant** que la mise à disposition des biens meubles et immeubles est nécessaire pour l'exercice de la compétence assainissement ;

**Considérant** que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés ;

**Considérant** que le présent procès-verbal de mise à disposition des biens doit être établi contradictoirement entre la ville et l'EPCI

## IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

Par le présent procès-verbal, la Ville de Morne-à-l'Eau met à la disposition de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, qui l'accepte, les biens meubles et immeubles nécessaires au service public de l'assainissement sur le territoire de Morne-à-l'Eau

### **Article 2 : Consistance des biens, situation juridique et état général**

Tous les biens mis à disposition sont situés sur le territoire de la ville de Morne-à-l'Eau et font partie intégrante de la CANGT.

#### **2.1 les ouvrages et équipements**

Le tableau ci-après présente les ouvrages constituant le patrimoine de la ville de Morne-à-l'Eau à transférer à la CANGT pour le service public de l'assainissement :

OUVRAGES	CAPACITE
Stations de traitement des eaux usées	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Station d'épuration Rousseau</li><li>• Nouvelle station d'épuration Gédéon</li><li>• Station d'épuration biodisque Lasserre</li><li>• Station d'épuration de Belle Espérance</li><li>• Station d'épuration de Marchand</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 4 000 EH</li><li>• 8 000 EH</li><li>• 350 EH</li><li>•</li><li>•</li></ul>
Postes de refoulement	
<ul style="list-style-type: none"><li>• PR Canal des Rotours</li><li>• PR Citronnier</li><li>• PR Cocoyer</li><li>• PR Espérance</li><li>• PR Lasserre</li><li>• PR Rousseau</li></ul>	

Seront annexés au présent procès-verbal, les équipements de chaque ouvrage.

Aussi, est mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire :

- 14 kms de canalisations constituant le réseau de collecte des eaux usées, des eaux pluviales hors branchements,
- 1 911 clients raccordés.

## **2.2 Situation juridique et état général**

Les ouvrages et équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, et la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre déclarant bien les connaître pour les avoirs vus et visités, en devient bénéficiaire.

Par ailleurs, Générale des Eaux Guadeloupe est délégataire par contrat d'affermage en date du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et assume la gestion et l'exploitation des ouvrages et équipements transférés.

## **Article 3 : Modalités de mise à disposition des biens**

Conformément à l'article L.1321-2 du CGCT, la présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Sous quinzaine après signature par les parties du présent procès-verbal, il sera demandé au délégataire de la collectivité antérieurement compétente de remettre à la collectivité bénéficiaire un dossier, sur support papier et sur support informatique, comprenant les informations suivantes :

- l'inventaire des biens du service définis plus haut ;
- le fichier des abonnés comprenant au minimum, les informations prévues dans son contrat ;
- le compte des abonnés ;
- l'état des stocks ;
- les plans du réseau (forme papier et informatique) ;
- les dossiers techniques des ouvrages et du matériel (notices du matériel, notices d'entretien, notices d'exploitation, schémas électriques, notices Hygiène et Sécurité ) ;
- les documents d'exploitation et de maintenance, relatant le fonctionnement des installations ;
- les plans de localisation des défaillances ;
- les rapports de contrôles réglementaires (contrôles électriques et des appareils sous pression ...) ;
- les conventions avec les tiers (conventions de déversement, ..) et contrats en cours (électricité, téléphone, prestations de services...) ;
- la liste des biens dédiés et non dédiés au service.

## **Article 4 : Droits et obligations**

La CANGT, bénéficiaire de la mise à disposition, assume à compter de ce transfert, l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure les investissements. Elle agit en justice en lieu et place de la Ville de Morne-à-l'Eau.

La Communauté se substitue donc à la Ville de Morne-à-l'Eau dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur les emprunts, les assurances, les marchés publics et la délégation de service public par affermage.

## **Article 5 : Opérations financières**

Les opérations de mise à disposition des biens se concluent par des opérations d'ordres budgétaires initiées par l'ordonnateur et enregistrées par le comptable public.

La transmission de l'information au comptable sera assurée par un certificat administratif qui indiquera les éléments suivants :

- Pour la Ville de Morne-à-l'Eau: désignation du bien, numéro d'inventaire, date d'acquisition, s'il est amortissable ou non, le montant des amortissements pratiqués ainsi que l'état des subventions afférentes et les comptes nature concernés ;
- Pour la CANGT : les mêmes informations que la Ville de Morne-à-l'Eau complétée de la durée d'amortissement, fiche et numéro d'inventaire.

#### **Article 6: Durée**

La durée de la mise à disposition des biens se confond avec l'exercice effectif de la compétence par la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre.

#### **Article 7: Litiges**

Pour toute difficulté d'application de la présente convention en cas de litiges, la Ville de Morne-à-l'Eau et la CANGT conviennent de saisir le représentant de l'État avant tout recours contentieux.

***Vu et établi contradictoirement par la Ville de Morne-à-l'Eau et la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre***

Fait en 2 exemplaires originaux.

MORNE-A-L'EAU, le  
Pour la collectivité  
antérieurement compétente,  
Le Maire,

PORT-LOUIS, le  
Pour la collectivité bénéficiaire,  
La Présidente,

Jean-Claude LOMBION

Gabrielle LOUIS-CARABIN